

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**DIVERSES MESURES POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	6
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	11
<a href="#">Annexe 1 - Remises gracieuses septembre 2025</a>	12
<a href="#">Annexe 2 - Avenant convention échange de données 2025 Région IDF - France Travail</a>	14
<a href="#">Annexe 3 - Fiche projet UCPT</a>	17
<a href="#">Annexe 4 - Convention Région IDF - FNEP</a>	21
<a href="#">Annexe 5 - Fiche projet fédération des écoles de production</a>	39
<a href="#">Annexe 6 - Convention 2025 Région IDF - Service Militaire Volontaire</a>	42
<a href="#">Annexe 7 - Fiches projets Formations expérimentales et territoriales</a>	48

# EXPOSÉ DES MOTIFS

## 1. Objet du rapport

Ce rapport a pour objet :

- d'affecter **5 000 000 €** au titre de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;
- d'approuver des remises gracieuses dans le cadre du marché de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle pour un montant de **2 891,52 €**.
- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de partage de données entre la Région et France Travail ;
- d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **17 200 €** en faveur du projet retenu au titre de l'appel à projets « une chance pour tous » 2025 ;
- d'approuver la convention de partenariat avec la Fédération nationale des Ecoles de production et d'affecter 1 subvention de **37 500 €** à ce partenaire ;
- d'approuver la convention entre la Région et le Service Militaire Volontaire.
- d'affecter 2 subventions au titre du dispositif « Formations expérimentales et territoriales » pour un montant de **83 032 €** ;

## 2. Contexte et financement

### 2.1. Rémunération des stagiaires

#### 2.1.1. Affectation

Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la région est chargée de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, de la protection sociale et du versement des indemnités d'hébergement et de transport pour les stagiaires demandeurs d'emploi, non indemnisés, inscrits dans les formations professionnelles qu'elle agréée, ainsi que pour les stagiaires en situation de handicap suivant une formation au sein des Etablissement et service de réadaptation professionnelle (ESRP).

Ce rapport a pour objet de proposer une affectation à hauteur de **5 000 000 €** au titre de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle permettant de sécuriser les versements de la rémunération d'environ 1300 stagiaires.

#### 2.1.2. Remises gracieuses

Lorsque des stagiaires de la formation professionnelle perçoivent un trop perçu de rémunération, l'ASP émet un ordre de reversement pour en obtenir le remboursement.

En cas de difficultés financières du stagiaire, celui-ci peut bénéficier d'une remise gracieuse accordée par la région. Ainsi, il est proposé à la commission permanente de prendre une décision conforme aux propositions de l'agent comptable de l'ASP qui vise à octroyer des remises gracieuses pour un montant total de **2 891,52 €**.

La liste des demandes de remise gracieuse est présentée à l'**annexe 1**.

### 2.2. Avenant n°1 à la convention de partage de données entre la Région et France

## Travail

Une convention visant à échanger les données nécessaires à la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle continue, entre la Région et France Travail, a été soumise au vote de l'assemblée régionale en juillet dernier (CP 2025-193). Cette convention a notamment pour objectifs :

- de donner de la visibilité sur les positionnements des stagiaires de la formation professionnelle opérés par France Travail ;
- de partager les taux de retour à l'emploi des stagiaires positionnés sur les dispositifs régionaux ;
- de lutter efficacement et de manière coordonnée contre la fraude.

Cette convention doit faire l'objet de précisions sur la nature des données transmises afin de répondre mieux encore aux objectifs fixés, notamment en matière de lutte contre la fraude.

L'avenant à la convention de partage de données est présenté à l'**annexe 2**.

### 2.3. Deuxième vague d'affectation de subventions dans le cadre de l'appel à projets « Une chance pour tous »

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Le présent rapport propose d'affecter une deuxième autorisation d'engagement d'un montant de **17 200 €** dont le détail figure en **annexe 3** à la délibération pour la structure SENSEI dont le projet propose un accompagnement individualisé avec coaching à Paris.

Une première affectation d'un montant de 6 341 400€ a été votée à la commission permanente CP 2025-149 du 19 juin 2025 pour 61 projets dont 58 portés par des missions locales franciliennes.

### 2.4. Soutien aux écoles de production

Le présent rapport propose le renouvellement de la convention de partenariat avec la Fédération Nationale des Ecoles de Production (FNEP). Celle-ci a pour objectif de définir les modalités et les conditions de la coopération entre la Région Île-de-France et la FNEP.

La FNEP est garante de la procédure de labellisation des écoles de production. En lien avec la Région, elle participe au développement du réseau des écoles de production en Île-de-France. Elle accompagne en outre les écoles de production dans la réalisation de leurs missions. A ce titre, ce partenariat participe au déploiement de l'objectif régional de création de 20 écoles de production d'ici 2028.

Une participation au fonctionnement de la FNEP est accordée annuellement. Comme les années précédentes, la participation régionale s'élève à 37 500€.

La fiche projet et la convention sont présentées en **annexes 4 et 5**.

Compte-tenu de l'insuffisance des crédits, il est proposé d'effectuer un transfert d'autorisation d'engagement d'un montant de **17 500 €**, disponibles sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 26 « Apprentissage », programme « Qualification par l'apprentissage », action 12600302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage » vers le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et

Apprentissage », code fonctionnel 258 « Autres », programme « Ecole de production », action 12501301 « Ecole de production » du budget 2025.

## **2.5. Convention Service Militaire Volontaire**

Le présent rapport propose le renouvellement de la convention de partenariat avec le Service Militaire Volontaire (SMV). Le SMV forme et accompagne des jeunes sur les volets citoyen, humain, militaire et professionnel. Dans le cadre de l'accompagnement vers un projet professionnel pertinent et durable, le SMV s'est tourné vers la Région pour bénéficier de son expertise en matière de formation professionnelle et permettre aux jeunes du SMV de pouvoir s'inscrire sur des sessions de formation financées par la Région.

La convention est présentée à l'**annexe 6**.

## **2.6. Affectation de deux subventions au titre du dispositif « Formations expérimentales et territoriales »**

Le présent rapport propose le financement des projets suivants :


- Le projet « Classe Alpha » de l'Institut National de l'Audiovisuel pour la formation de 60 personnes aux différents métiers de l'audiovisuel (subvention de 50.000 €)
- Le projet de l'Association Jean-Luc FRANCOIS qui propose de former 12 personnes dans le domaine du textile (subvention de 33 032 €)

Les fiches projet sont présentées en **annexe 7**.

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **83 032 €** pour le financement de ces projets.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSE**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 25 SEPTEMBRE 2025

#### DIVERSES MESURES POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

**VU** la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 modifiée généralisant le revenu de solidarité active et reformant les politiques d'insertion ;

**VU** la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de Services et de Paiement ;

**VU** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

**VU** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

**VU** la loi n° 2022-140, du 7 février 2022, relative à la protection de l'enfance ;

**VU** le décret n° 2020-1216 du 2 octobre 2020 relatif aux missions et aux conditions d'organisation et de fonctionnement des établissements et services de pré orientation et de réadaptation professionnelle pour les personnes handicapées (ESPO-ESRP)

**VU** le décret n° 2022-477 du 4 avril 2022 relatif à la revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

**VU** le décret n° 2022-1624 du 22 décembre 2022 relatif aux modalités de répartition de la dotation attribuée aux régions au titre de la revalorisation de la rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 août 2023 instituant la commission départementale d'accès à l'autonomie ;

**VU** la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 modifiée du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant approbation du pacte régional d'investissement dans les compétences ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration de clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2022-150 du 23 mars 2022 relative au soutien aux écoles de production franciliennes modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-039 du 25 janvier 2023 relative au règlement d'intervention « appui à l'orientation des franciliens » modifiée par les délibérations n° CP 2023-094 du 29 mars 2023 et la CP 2024-040 du 31 janvier 2024.

**VU** la délibération n° CR 2023-04 du 30 mars 2023 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelles 2022-2027 : contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

**VU** la délibération n° CR 2023-003 du 30 mars 2023 portant approbation du pacte régional d'investissement dans les compétences 2023 et la convention cadre région Île-de-France – Pôle emploi 2020/2023 ;

**VU** la délibération n° CR 2024-009 du 27 mars 2024 relative au PRIC : Protocole d'accord PRIC 2024-2027, Convention financière PRIC 2024, Convention délégation financière à France Travail, Avenant à la convention financière 2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2024-344 du 15 novembre 2024 relative à l'adoption de la convention ASP 2025 ;

**VU** la délibération n° CP 2025-10 du 30 janvier 2025 relative à diverses mesures pour l'emploi 2025 ;

**VU** la délibération n° CP 2025-081 du 27 mars 2025 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

**VU** la délibération n° CP 2025-193 du 9 juillet 2025 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

**VU** le budget de la Région Île-de-France pour 2025 ;

**VU** l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2025-250 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### ***Article 1 : Affectation rémunération des stagiaires de la formation professionnelle***

Affecte, au titre de la rémunération des stagiaires dans le cadre du marché 2025-2027 une autorisation d'engagement d'un montant de **5 000 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » du budget 2025 (Dossier 25000051).

### ***Article 2 : Remises gracieuses au titre de la rémunération des stagiaires***

Accorde les remises gracieuses d'un montant de **2 891,52 €** sur le marché rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, dont le détail figure en **annexe 1** à la présente délibération, relatif à des trop perçus ayant donné lieu à un ordre de reversement émis par le comptable public de l'ASP à l'encontre d'un stagiaire.

### ***Article 3 : Avenant à la convention de partage de données avec France Travail***

Approuve le projet d'avenant n°1 à la convention de partage de données entre la région Île-de-France et France Travail en **annexe 2** à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

### ***Article 4 : Deuxième vague d'affectation de subvention dans le cadre de l'appel à projets « Une chance pour tous »***

Décide de participer au financement du projets détaillé en **annexe 3** à la présente délibération au titre de l'appel à projets « Une chance pour tous » en vertu de la délibération CP2023-094 modifiée.

Subordonne le versement de cette subvention, à la signature, d'une convention conforme à la convention type « une chance pour tous » adoptée à la CP 2025-149 du 19 juin 2025 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **17 200** sur le chapitre 932 « Enseignement formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 258 « Autres », Programme HP 258-014 « Orientation et accompagnement des jeunes », Action 12501403 « Structures d'insertion des jeunes », du budget 2025 de la région Île-de-France.



Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en **annexe 3** à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

#### **Article 5 : Soutien aux écoles de production**

Décide de participer au financement en fonctionnement de la Fédération Nationale des Ecoles de Production (FNEP) par l'attribution d'une subvention d'un montant prévisionnel de **37 500 €**, dont le détail se trouve dans la fiche projet en **annexe 4** à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature de la convention en **annexe 5** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **37 500 €** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 258 « Autres », programme HP 258-013 « Ecoles de production », action 12501301 « Ecoles de production » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en **annexe 4** à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

#### **Article 6 : Convention Service militaire volontaire**

Approuve la convention entre la Région et le Service Militaire Volontaire, en **annexe 6** à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

#### **Article 7 : Affectation de deux subventions au titre du dispositif « Formations expérimentales et territoriales »**

Décide de participer au financement des projets détaillés en **annexe 7** à la présente délibération au titre du dispositif « Formations expérimentales et territoriales ».

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type « Formations expérimentales et territoriales » adoptée par la délibération n° CP 2025-081 du 27 mars 2025, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, au titre du dispositif « Formations expérimentales et territoriales », une autorisation d'engagement d'un montant de **83 032 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », action 12500201 « Formations complémentaires et innovantes », programme HP252-002 « Formations complémentaires et innovantes ». (Dossiers n° 25003359, 25003360).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en **annexe 7** à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du

règlement budgétaire et financier.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Remises gracieuses septembre 2025**

DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE  
DE  
LA REMUNERATION DES STAGIAIRES DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE

				Proposition de l'ASP			Avis Région
Année formation	Dispositif	N° d'OR	Montant du solde de l'OR émis par l'ASP	Remise gracieuse PARTIELLE accordée sur solde OR	Remise gracieuse TOTALE accordée sur solde OR	REJET du montant total de la remise gracieuse	Remise gracieuse accordée par la Région
2024	RSFP	24062489	300,00 €		300,00 €		300,00 €
2024/25	RSFP	AFPP2025007891/892	349,78 €		349,78 €		349,78 €
2024	RSFP	AFPP2024090157	277,43 €		277,43 €		277,43 €
2023/24	RSFP	24078768	1964,31 €		1964,31 €		1964,31 €
		<b>TOTAL</b>	<b>2 891,52 €</b>		<b>2 891,52 €</b>		<b>2 891,52 €</b>

## **Annexe 2 - Avenant convention échange de données 2025 Région IDF - France Travail**

## Avenant N°1

### A la convention d'échange de données dans le domaine de la formation professionnelle

#### Entre le Conseil régional d'Île-de-France et la direction régionale de France Travail Île-de-France

**La Région Île-de-France**, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93), représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

ET

**La Direction régionale de France Travail Île-de-France**, établissement public national à caractère administratif, dont le siège est situé 3 rue Galilée à Noisy-le-Grand (93), représenté par sa Directrice Régionale, Madame Nadine CRINIER, Ci-après dénommée « France Travail »

D'autre part,

Conviennt de ce qui suit :

#### Préambule ☐

Les axes de coopération entre les parties se précisent et évoluent en fonction des offres de services complémentaires et renforcées aux entreprises et aux franciliens en recherche d'emploi.

Ces nouvelles modalités d'action sont ainsi détaillées et encadrées via un avenant à la convention initiale, votée le 9 juillet (CP 2025-193).

#### Article 1

L'article 14 de la convention de partage de données est modifié comme suit :

“La présente convention est conclue pour une durée ferme d'un an et prend effet à compter de sa signature par la dernière des parties”.

#### Article 2

L'annexe n°2 « données transmises à la région Île-de-France par France Travail », est modifiée comme suit. Sont ajoutés les éléments suivants dans le tableau :

Type de données <input type="checkbox"/>	Données échangées <input type="checkbox"/>	Commentaires <input type="checkbox"/>
Données d'identification <input type="checkbox"/>	Nom de naissance, nom d'usage, prénoms et date de naissance	<input type="checkbox"/>
Données relatives au statut	Date d'inscription FT	

**Article 3 – Modification de l'Annexe 2 :**

Les autres articles de la convention restent inchangés.

☐

☐ Fait en 2 exemplaires originaux,

A

Le

<b>Pour France Travail,</b> La Directrice régionale Île-de-France Madame Nadine CRINIER	<b>Pour la Région Île-de-France</b> La présidente du conseil régional Valérie PECRESSE
---	--



## **Annexe 3 - Fiche projet UCPT**

**DOSSIER N° EX096231 - Appel à projets Une chance pour tous - SENSEI**

**Dispositif** : Une chance pour tous (n° 00001318)

**Délibération Cadre** : CP2023-094 modifiée du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 932-258-657381-125014-400

Action : 12501403- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	99 300,00 € HT	17,32 %	17 200,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		17 200,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SENSEI  
Adresse administrative : 72 RUE GEORGES DE MESTRAL  
74160 ARCHAMPS  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur DAVY DEPAIX, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 septembre 2025 - 24 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé :

Les jeunes Franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment:

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

SENSEI propose une action qui s'articule autour de 5 phases opérationnelles réparties sur 12 semaines, avec un suivi post-formation sur 6 mois, soit une durée totale d'environ 9 mois de suivi effectif par jeune.

-Phase 1 : Repérage, engagement et mobilisation (Semaines 1 à 2) afin d'identifier et engager les jeunes éloignés des dispositifs classiques.

-Phase 2 : Diagnostic et construction du parcours personnalisé (Semaines 3 à 5), afin de comprendre la situation de chaque jeune pour coconstruire un plan d'action adapté.

- Phase 3 : Accompagnement vers l'orientation et suivi actif (Semaines 6 à 8), afin de préparer concrètement l'entrée en formation et prévenir les abandons.
- Phase 4 : Validation et entrée en formation (Semaines 9 à 10) afin d'assurer une entrée réussie et sécurisée en formation.
- Phase 5 : Suivi post-entrée et bilan (Semaines 11 à 12 + suivi sur 6 mois), afin d'éviter les ruptures et mesurer l'impact du parcours.

La structure propose un accompagnement individualisé avec coaching, mentorat, des entretiens mensuels et mettra en place des tests psychométriques.  
Elle a bien identifié les partenaires locaux et proposent des locaux à Paris 13<sup>ème</sup>.

Elle se propose d'accompagner 54 jeunes dont 5 "public spécifique" (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet.
- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges sociales	75 000,00	75,53%
Location de locaux	12 300,00	12,39%
Assurances	2 000,00	2,01%
Fournitures, gestion, communication	2 000,00	2,01%
Matériel pédagogique	1 000,00	1,01%
Evaluation interne	2 000,00	2,01%
Evaluation externe	3 000,00	3,02%
Réserve pour imprévus	2 000,00	2,01%
Total	99 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	17 200,00	17,32%
Financement social Européen	60 000,00	60,42%
Sponsorin privé	10 000,00	10,07%
Contributions des partenaires locaux	7 000,00	7,05%
Auto-financement	5 100,00	5,14%
Total	99 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

## **Annexe 4 - Convention Région IDF - FNEP**

**Protocole de coopération  
Entre la Région Ile de France et la  
Fédération Nationale des Ecoles de  
Production  
2025**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

**LA RÉGION ILE-DE-FRANCE**, dont le siège est situé  
2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
ci-après dénommée **LA RÉGION**

D'UNE PART,

ET

**LA FÉDÉRATION NATIONALE DES ÉCOLES DE PRODUCTION**, dont le siège est  
situé 11 rue Auguste Lacroix 69003 LYON  
représentée par son Président, Monsieur Antoine BEAUSSANT,  
ci-après dénommée **LA FNEP**

D'AUTRE PART,

## **IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT**

### **1 - PREAMBULE**

\*\*\*\*\*

Chaque année, 100 000 jeunes sortent du système éducatif français sans aucun diplôme. La Région Ile-de-France entend mettre fin à la sortie du système scolaire sans diplôme des jeunes, qui concerne environ 20 000 Franciliens chaque année. La lutte contre le décrochage scolaire a été déclarée Grande Cause régionale en 2018.

Parmi les outils de raccrochage scolaire, les Ecoles de production, créées à la fin du XIXème siècle à Lyon, ont vu leur réseau se développer depuis une quinzaine d'années en passant de 8 écoles (présentes dans deux régions) au début des années 2000 à 71 écoles en 2025 (présentes dans 11 régions). L'objectif de la Fédération Nationale des Ecoles de Production (FNEP) est d'avoir sur le territoire français 100 écoles en 2028 pour 4 000 élèves dans les 13 régions.

Les Ecoles de production sont des établissements d'enseignement technique privés, hors contrat, ouverts à tous les jeunes dès 15 ans quel que soit leur parcours antérieur. Par leur approche pédagogique, les écoles de production constituent notamment une réponse efficace pour des jeunes en décrochage scolaire ou en voie de décrochage scolaire. Le but est de les préparer, sous statut scolaire, à des diplômes de l'Education Nationale (CAP, BAC PRO) ou à titres professionnels inscrits au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles).

Dans l'idée d'aider les jeunes à se remobiliser dans leur parcours éducatif et à y trouver du sens, les élèves des Ecoles de production apprennent dans un cadre de production réelle : ils travaillent sur de vraies commandes pour de vrais clients. Deux tiers de leur temps de formation est consacré à cette production et les élèves y sont confrontés quotidiennement.

La pédagogie du « faire pour apprendre » défendue par la Fédération Nationale des Ecoles de Production (FNEP) a fait ses preuves, tant en termes de raccrochage scolaire et d'obtention d'un diplôme, qu'en termes d'insertion professionnelle ou de poursuite d'études, notamment vers l'apprentissage.

Le modèle d'Ecole de production s'inscrit par ailleurs dans une analyse fine des besoins de chaque territoire, sur des métiers dont le manque de main d'œuvre ou de compétence est avéré.

L'Ile de France compte actuellement 5 écoles de production, 7 en 2026.

La Région a pour ambition d'avoir une vingtaine d'école de production déclinées autour des filières d'avenir d'ici 2028 sur l'ensemble de son territoire. Cette offre diversifiée permettra de rendre accessible cette modalité innovante de formation du « faire pour apprendre » aux élèves Franciliens en échec dans les parcours classiques et leur donner accès à cette opportunité, les taux moyens actuellement constatés de réussite au CAP dépassant très largement les 90%. A ce titre la Région soutient à la fois les écoles existantes et les projets de création de nouvelles écoles. Elle a modifié en juin 2025 le règlement d'intervention du dispositif pour renforcer son soutien aux nouvelles écoles notamment en phase d'amorçage.

## **2 - CONVENTION**

\*\*\*\*\*

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et les conditions de la coopération entre la Région Ile-de-France et la Fédération Nationale des Ecoles de Production pour l'année 2025-2026 dans le souhait de développer le réseau des Ecoles de Production en Ile-de-France.

### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA FNEP**

La FNEP et l'Union Régionale des Ecoles de Production (UREP) Ile-de-France constitueront les interlocuteurs privilégiés de la Région pour le fonctionnement du réseau des Ecoles de Production en Ile-de-France.

- La FNEP s'engage à nommer un responsable régional pour couvrir notamment le territoire de la région Ile-de-France.
- La FNEP s'engage à accompagner les écoles de production en ce qui concerne la pédagogie spécifique des écoles, à savoir l'utilisation comme principal support pédagogique, des travaux de production réalisés par les élèves sous la conduite des maîtres professionnels.
- La FNEP se porte garante de la procédure de labellisation des écoles de production.
- La FNEP s'engage à accompagner les porteurs de projets de futures écoles de production en Ile-de-France : analyse des besoins économiques du territoire, attention particulière à la non-concurrence concernant l'offre de formation existante sur le territoire, suivi et accompagnement des futures écoles à la recherche de partenaires territoriaux (financiers, institutionnels, etc.).
- La FNEP s'engage à tout mettre en œuvre, avec l'appui de l'UREP, pour présenter à la Région les projets de nouvelles Ecoles de production et le processus de création du projet.
- La FNEP s'engage à accompagner les recherches de co-financements équilibrés public-privé effectuées par les écoles de production.
- La FNEP, avec l'appui de l'UREP, s'engage à accompagner le travail effectué localement par les Ecoles de production avec les prescripteurs : Education nationale (Collège, lycées), CIO, Mission locale, Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD), etc.
- La FNEP s'engage à accompagner les actions de communication et d'information menées par l'UREP au sujet des écoles de production présentes en Ile-de-France.

#### **2.1 Garantie du label Ecole de Production**



Dans ses procédures de labellisation la FNEP veille en particulier au respect des huit fondamentaux :

1. Former à un métier avec un objectif d'excellence : formation professionnelle qualifiante, préparation à l'exercice du métier et intégration à la vie professionnelle (vers l'emploi ou vers la poursuite d'études professionnelles).
2. Une pédagogie partant de la pratique pour aller à la théorie : « faire pour apprendre ». Une orientation pédagogique clairement affirmée et mise en œuvre, non seulement dans les matières professionnelles mais aussi dans les matières générales. Les maîtres-professionnels sont des professionnels du métier enseigné.
3. Associer pratique et théorie au même endroit : la formation pratique et la formation théorique se font sur le même site, avec les mêmes formateurs pour les matières professionnelles et avec un lien étroit entre ceux-ci et les formateurs de matières générales.
4. Un nombre important d'heures de formation en situation de production, au minimum 60% de l'horaire total.
5. Un volume significatif de production (produits et services) destiné à la vente dans les conditions réelles du marché.
6. Une école ouverte à tous les élèves, dès 15 ans, qui manifestent de l'intérêt pour une formation professionnelle. Leur admission est indépendante de leur seul parcours scolaire. Ils bénéficient d'un accompagnement individualisé et personnalisé.
7. Une approche pédagogique clairement éducative, et pas seulement professionnelle, formalisée dans un projet écrit et structuré.
8. Un conseil d'administration ou un comité de pilotage spécifique (selon que l'école est une association indépendante ou une partie d'une structure plus importante) ; il porte et garantit la spécificité d'Ecole de Production et il comprend notamment les métiers enseignés.

## 2.2 Développement du réseau des Écoles de Production en Ile-de-France

La FNEP labellisera les écoles de production dans le respect du cadre précisé à l'article 2.1 et avec l'appui de l'UREP accompagnera les projets, en tenant compte du cadrage régional souhaité par la Région Ile-de-France :

- **Une couverture géographique homogène** se traduisant par une implantation des écoles équilibrées sur l'ensemble du territoire régional et répondant aux enjeux d'aménagement du territoire privilégiant les territoires les plus en difficulté, notamment les territoires ruraux et les quartiers prioritaires de la ville.
- **Le choix de la filière/secteur d'activité** : une attention particulière sera portée à l'inscription de l'école sur des métiers en tension, sur des filières rencontrant des difficultés de recrutement et sur les secteurs porteurs, en priorité tels qu'identifiés par la Région Ile-de-France
- **La capacité à répondre aux besoins économiques du territoire** : des partenariats avec les entreprises locales seront à privilégier. Ils permettront aux jeunes de mieux appréhender le monde du travail, au travers de visites ou par la réalisation de production.

- **L'engagement à participer à la lutte contre le décrochage scolaire** en s'adressant à des jeunes de quartiers prioritaires, des jeunes de zones rurales, des NEETS.
- **Une offre de formation en complémentarité avec les formations proposées sur le territoire.** Pour cela, priorité sera donnée à des projets mettant en œuvre des partenariats avec des lycées et/ou des CFA sur le territoire local et/ou régional.
- **La capacité à mobiliser des financement publics et privés** en particulier lors de sa création.
- **Un budget cohérent et équilibré,** basé sur un modèle économique soutenable à trois ans, en privilégiant les partenariats public-privé.

### 2.3. Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans la fiche projet jointe à la présente convention.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière, susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Fournir le bilan financier et comptable annuel approuvé et certifié par le dirigeant et par l'expert-comptable ou par un commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.
- Tenir un compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque opération.
- Respecter les obligations en matière d'achat de prestations auxquelles il peut être soumis tant au regard du droit français que du droit communautaire.
- Appliquer s'il y a lieu le code de la commande publique.

#### 2.4. Obligations relatives au respect et à la promotion de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à faire respecter et à promouvoir la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur (délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée).

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA RÉGION**

- La Région Ile-de-France s'engage à contribuer au cofinancement de l'activité opérationnelle de l'équipe de la FNEP ayant un impact sur le développement et l'animation du réseau des écoles de production en Ile-de-France. Seront prises en compte dans les dépenses éligibles l'activité du responsable Régional FNEP tel qu'indiqué à l'article 2 et une partie (dix pour cent) de l'activité des autres contributeurs de l'équipe opérationnelle de la FNEP. En 2025, cette subvention s'élèvera à 37 500 €. Le montant pourra être révisé annuellement.
- La Région Ile-de-France s'engage à faire la promotion des Ecoles de production au travers de ses outils de communication (site région, etc.) et de son action sur les territoires et auprès des partenaires de la Région (branches, etc.).
- La Région Ile-de-France s'engage à communiquer sur les montants financiers et actions de communication engagées pour valoriser les Ecoles de production en région.
- La Région s'engage à soutenir les nouvelles écoles de production et nouvelles sections au sein d'une école déjà existante par trois contributions :
  - La région participe aux coûts d'investissement des écoles de production à hauteur de 70% maximum des montants totaux investis et dans la limite de 100 000€ par projet ;
  - Une subvention annuelle de fonctionnement aux écoles existantes à hauteur de 5000 euros par élève et par an ;
  - Pour l'aide exceptionnelle en fonctionnement, la Région peut débloquent une aide d'urgence pour les écoles présentant des difficultés financières en phase de création, plafonnée à 50 000 euros.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION**

Cette convention de partenariat fera l'objet d'un suivi technique dans le cadre d'un Comité de pilotage qui se réunira une fois par an et qui associera en priorité :

- La Région : les responsables de directions et de services concernés, les chargés de mission en charge du dispositif
- La FNEP : le responsable Régional Ile-de-France et/ou un représentant de la FNEP

Seront abordés au cours du comité de pilotage notamment les sujets suivants :

- Avancement des projets d'Ecole de production en cours de création
- Actualités des Ecoles de production
- Présentation des indicateurs des écoles de production
- Perspectives de l'année N+1

Le délégué régional assurera un compte-rendu des COPIL des écoles de production qu'il remettra à la Région.

Dans le cadre du suivi d'activité des écoles de production, la FNEP et la Région mettront en place un système d'information régulier (visio-conférences, réunion, etc...).

La FNEP remettra à la région un bilan annuel de son activité.

Un comité régional regroupant l'ensemble des institutions participants au développement des écoles de production se réunira au moins une fois par an.

Des réunions ou comitologies ad hoc pourront être mises en place à l'échelle territoriale autour des écoles.

Enfin, la Région est signataire d'une convention avec la FNEP et la Caisse des Dépôts et consignations.

## **ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention de partenariat est conclue pour une durée de 1 an à compter du 25 septembre 2025 jusqu'au 31 août 2026.

Sa durée pourra être modifiée ou prolongée par avenant.

## **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

Le suivi technique et opérationnel effectué par la Fédération pour le développement et l'accompagnement des écoles de production en Ile-de-France, tel qu'indiqué dans l'article 2 de la présente convention, fera l'objet d'une subvention de la Région à hauteur de 37 500€ par an.

### **Article 6.1 : Caducité**

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### **Article 6.2 : Modalités de versement**

Toute demande de versement est effectuée à l'initiative de l'organisme. Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

#### Article 6.2.1 : Versement d'une avance

Le versement d'une avance à valoir sur les paiements prévus, sur justification du besoin de trésorerie et dans la limite de 50 % du montant de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté, signé et cacheté par le représentant légal.

#### Article 6.2.2 : Versement d'un acompte

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à valoir sur les paiements déjà effectués.

Le versement de l'acompte est subordonné à la production (4 documents) :

- De la demande de versement d'acompte, générée à partir du système d'information de la Région
- Du compte-rendu financier intermédiaire
- D'un état récapitulatif des dépenses. Cet état récapitulatif doit préciser les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés
- Du rapport d'activité intermédiaire.

Ces documents doivent être datés et signés par le représentant légal du bénéficiaire, revêtus du nom et de la qualité du signataire et comporter le cachet de l'organisme. Le compte-rendu financier et l'état récapitulatif doivent également comporter selon le cas, la signature de l'agent comptable, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté à défaut le trésorier de l'organisme subventionné).

Le cumul de l'avance et de l'acompte ne peut excéder 70 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 6.2.3 : Versement du solde

Le versement du solde de la subvention est effectué sur appel de fonds qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération et est subordonné à la production de (4 documents) :

- La demande de versement du solde, générée à partir du système d'information de la Région
- Le compte rendu financier final
- Un état détaillé des dépenses. Cet état récapitulatif doit préciser les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés
- Le rapport d'activité final : bilan quantitatif et qualitatif de l'UREP et de l'activité régionale de la fédération. Celui-ci reprend notamment les indicateurs suivants : nombre de jeunes en formation par école, taux de réussite aux examens, nombre de jeunes poursuivant leur parcours en apprentissage, nombre de jeunes poursuivant leur parcours en CDD ou CDI, nombre de poursuite d'études, projets de création d'écoles ou de sections

Ces documents doivent être datés et signés par le représentant légal du bénéficiaire, revêtus du nom et de la qualité du signataire et comporter le cachet de l'organisme. Le compte-rendu financier et l'état récapitulatif doivent également comporter selon le

cas, la signature de l'agent comptable, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté à défaut le trésorier de l'organisme subventionné).

Ces documents seront adressés à la Région.

Le montant total de la subvention ne dépassera en aucun cas le montant prévisionnel fixé par la convention.

## **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique.

Ces obligations valent pour toute la durée de l'opération financée.

La Région Ile-de-France et la FNEP s'engagent réciproquement à communiquer sur le contenu de cette convention de partenariat et sur les résultats en termes d'accès à la formation notamment par apprentissage et à l'emploi qui en découleront.

## **ARTICLE 8 : ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## **ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans toutes ses démarches, le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur, en veillant notamment à l'information et à l'exercice des droits des personnes concernées. Les clauses RGPD sont indiquées en annexes I et II de la présente convention.

## **ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, un règlement à l'amiable sera recherché par les différentes parties.  
A défaut, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Paris.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention pourra être résiliée, par l'une des parties, avant son terme, par un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 31 mai de l'année scolaire n pour une résiliation prenant effet au 1er septembre de l'année scolaire n+1.

Fait à Saint-Ouen, le

En 2 exemplaires originaux

Le Président de la FNEP

La Présidente de la Région Ile-de-France

## **ANNEXE I – Clause RGPD sur la confidentialité et le respect des normes en matière de traitement des données à caractère personnel**

Pour les besoins du présent article, les parties sont dénommées conformément aux définitions énoncées à l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (ci-après, le « RGPD ») comme suit :

- le porteur de projet retenu est dénommé « Sous-traitant » ;
- la Région Ile-de-France est dénommée le « Responsable de traitement ».

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier au RGPD ainsi qu'aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **I. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### **II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

**L'objet du traitement** est la formation et l'accompagnement de jeunes Franciliens âgés de 14 à 18 ans, en grande difficulté scolaire, en situation de décrochage ou risquant de le devenir afin de leur permettre de valider une certification et d'accéder à l'emploi.

#### **La nature des opérations réalisées sur les données est :**

- ☐ Collecte de données
- ☐ Enregistrement de données
- ☐ Organisation de données
- ☐ Structuration de données
- ☐ Conservation de données
- ☐ Adaptation ou modification de données
- ☐ Extraction de données
- ☐ Consultation de données
- ☐ Utilisation de données
- ☐ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- ☐ Rapprochement de données
- ☐ Limitation de données
- ☐ Effacement de données
- ☐ Destruction de données

#### **Les finalités du traitement sont :**



- Gestion des dispositifs de la formation professionnelle
- Gestion de la communication institutionnelle - Contrôles et évaluations des dispositifs de formation professionnelle
- Gestion des demandes d'information - Gestion de la fraude

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- ☐ Etat civil, identité, données d'identification
- ☐ Vie personnelle (diplômes, niveau d'études, etc.)

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

Les **catégories de personnes** concernées sont les bénéficiaires du dispositif :

- ☐ Mineurs (14 - 18 ans)
- ☐ Particuliers

Pour l'exécution du présent contrat, le Responsable de traitement met à la disposition du Sous-traitant les informations nécessaires pour la réalisation des opérations de traitement.

#### **Durée du traitement :**

La durée du traitement est la durée de la présente convention.

Le Sous-traitant s'engage à appliquer les durées de conservation des données selon les instructions du Responsable de traitement afin de lui permettre de respecter son obligation d'appliquer une durée de conservation n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

### **III - Formalités**

Chacune des parties fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

### **IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement**

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat

membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le Sous-traitant s'interdit de :

- divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées;
- prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies au cours de l'exécution des présentes.

## **1. Mesures techniques et organisationnelles de sécurité du traitement**

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le Sous-traitant prend toutes les mesures techniques et organisationnelles requises afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le Sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles définies à l'Annexe II « Mesures de sécurité ».

Le Sous-traitant s'engage à maintenir ses moyens au cours de l'exécution des présentes et à défaut, à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

## **2. Sous-traitance des prestations du Sous-traitant**

Le sous-traitant ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les

activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 72h à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

### **3. Droit d'information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

#### **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à donner des directives post-mortem sur le sort des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Sous-traitant des demandes d'exercice de droits, le Sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

### **4. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par messagerie électronique à l'adresse suivante : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Une adresse mail d'alerte sera fournie à l'ASP par le responsable du traitement.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Lorsque le Responsable de traitement doit gérer une violation de données à caractère personnel qui concerne les traitements réalisés par le Sous-traitant, ce dernier aide le Responsable de traitement à respecter son obligation de notification à l'autorité de contrôle et de communication de la violation à la personne concernée lorsque la violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour ses droits et libertés.

#### **5. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **6. Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, dès sa désignation conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

#### **7. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **8. Documentation et gestion de la preuve**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Cette documentation sera notamment constituée de tous les éléments permettant de démontrer que les traitements sont effectués conformément à une instruction du Responsable de traitement.

## **9. Audit**

Le Sous-traitant permettra la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté.

Le Sous-traitant s'engage à contribuer à la réalisation de ces audits.

Dans le cas où le Sous-traitant ferait l'objet d'une enquête ou d'une demande d'information par l'autorité de contrôle concernant tout traitement effectué pour le compte du Responsable de traitement, le Sous-traitant s'engage à en informer le Responsable de traitement au plus tard dans les 24 heures suivantes à la demande d'information de l'autorité de contrôle et à satisfaire cette enquête ou demande.

## **10. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant**

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

## **ANNEXE II – Clause sur les mesures de sécurité liées au RGPD**

Les mesures techniques et organisationnelles de sécurité du traitement mises en œuvre par le Sous-traitant doivent concerner les thématiques suivantes recensées par la CNIL :

- Sensibiliser les utilisateurs ;
- Authentifier les utilisateurs ;
- Gérer les habilitations et les droits d'accès ;
- Tracer les accès et gérer les incidents ;
- Sécuriser les postes de travail ;
- Sécuriser l'informatique mobile ;
- Protéger le réseau informatique interne ;
- Sécuriser les serveurs ;
- Sécuriser les sites web ;
- Sauvegarder et prévoir la continuité d'activité ;
- Archiver de manière sécurisée ;
- Encadrer la maintenance et la destruction des données ;
- Gérer la sous-traitance ;
- Sécuriser les échanges avec d'autres organismes ;
- Protéger les locaux ;
- Encadrer les développements informatiques ;
- Chiffrer, garantir l'intégrité ou signer.

Elles sont mises en œuvre selon les recommandations prévues dans le guide accessible à l'adresse suivante :

[https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil\\_guide\\_securite\\_personnelle.pdf](https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil_guide_securite_personnelle.pdf)

## **Annexe 5 - Fiche projet fédération des écoles de production**

**DOSSIER N° 25003352 - SOUTIEN A LA FEDERATION DES ECOLES DE PRODUCTION**

**Dispositif** : Soutien aux écoles de production (fonctionnement) (n° 00001283)

**Délibération Cadre** : CP2022-150 du 23/03/2022

**Imputation budgétaire** : 932-258-65748-125013-400

Action : 12501301- Ecoles de production

**PAR APPLICATION DU BAREME**

**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM**  
**37 500,00 €**

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FNEP FEDERATION NATIONALE DES  
ECOLES DE PRODUCTION  
Adresse administrative : 1 PLACE DE FOURVIERE  
69005 LYON  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur DOMINIQUE GARDY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 mai 2026**

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les actions de la FNEP commencent dès le début de l'année scolaire, mais le passage de la demande de subvention en commission ne pourra avoir lieu qu'après le début de l'année scolaire.

**Description :**

Dans le cadre de la convention signée avec la Région Ile-de-France, la Fédération souhaite :

- accompagner les écoles de production en ce qui concerne la pédagogie spécifique
- se porter garante de la procédure de labellisation des écoles de production
- accompagner les porteurs de projet de futures écoles de production en Ile de France
- faire connaître le modèle des écoles de production et faire émerger de nouveaux projets
- accompagner la recherche de cofinancements publics et privés
- accompagner le travail effectué localement par les écoles de production avec les prescripteurs
- accompagner les actions de communication
- proposer un parcours de formation aux collaborateurs des écoles de production
- apporter un soutien juridique aux écoles de production.



**Localisation géographique :** REGION ILE DE FRANCE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2024	37 500,00 €
2023	37 500,00 €
2022	37 500,00 €

## **Annexe 6 - Convention 2025 Région IDF - Service Militaire Volontaire**

## CONVENTION

### Portant sur la coopération entre la Région Île-de-France et le Service Militaire Volontaire

ENTRE

**Le Conseil régional d'Île-de-France**  
**2, rue Simone Veil**  
**93400 Saint-Ouen**

*Représenté par Madame Valérie  
Pécresse, Présidente de la Région Île-de-France,*

*Dénommé ci-après « Région Île-de-France »*

D'UNE PART

**ET**  
**Le Service militaire**  
**volontaire Fort de**  
**Montrouge,**  
**16 bis avenue Prieur de la**  
**Côte d'Or 94114 - ARCUEIL**  
**CEDEX**

*Représenté par \_\_\_\_\_ ,  
Commandant le Service Militaire  
Volontaire,*

*Dénommé ci-après « SMV »*

D'AUTRE PART

La Région Île-de-France et le SMV sont désignés ci-après individuellement « la partie » et collectivement « les parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, les parties ont exposé et rappellent ce qui suit.

- Vu le code de la défense ;
- Vu la loi n°2018-607 du 13 juillet 2018 actualisant la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions concernant la défense ;
- Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Vu la loi n°2017-258 du 28 février 2017, relative à la sécurité publique ;

Créé en 2015, le SMV a été érigé en service à compétence nationale en 2017. Il est un organisme de formation, conformément à la loi du 28 février 2017, relative à la sécurité publique.

La mission principale du SMV est de développer les capacités d'insertion dans la vie active des volontaires, éloignés du marché de l'emploi mais résolus à y accéder. Il s'appuie sur un dispositif composé actuellement d'un état-major, de trois régiments, d'un détachement et de deux centres situés en métropole.

Le SMV s'adresse à des jeunes en situation de décrochage scolaire et/ou social pour les amener à s'insérer professionnellement par une formation comportementale militaire avec une remise à niveau scolaire, la présentation à l'examen du permis de conduire et une formation professionnelle.

En tant que stagiaire de la formation professionnelle, les volontaires peuvent bénéficier de préparations opérationnelles à l'emploi. Ils sont éligibles à la rémunération de stagiaire de la formation professionnelle, soit par le biais de France Travail, soit par la Région Île-de-France.

En outre, pendant toute la durée de la prise en charge par le SMV (maximum 12 mois), le volontaire est hébergé et bénéficie d'une solde de 346 euros par mois.

Ce dispositif s'adresse à un public qui n'entre pas dans les dispositifs habituels ou qui nécessite de sortir de son milieu habituel pour pouvoir s'insérer plus efficacement. Il a, de ce fait, vocation à compléter l'ensemble des outils d'orientation, d'insertion et de formation professionnelle mis en œuvre par la Région Île-de-France.

Implanté en Île-de-France depuis 2015, le 2<sup>e</sup> régiment du SMV se trouve sur l'ancienne base aérienne de Brétigny-sur-Orge, dans l'Essonne. En 2024, 253 volontaires stagiaires ont bénéficié d'une formation et 74% sont insérés.

Parmi les stagiaires insérés, 65% le sont dans de l'emploi durable (CDI, contrats de professionnalisation et 4% dans l'alternance), 31% le sont dans des emplois de transition (CDD de moins de 6 mois). Le SMV montre là toute sa pertinence et son efficience.

La formation professionnelle est une des compétences des Régions. Dans ce cadre, le SMV s'est tourné vers la Région Île-de-France pour s'appuyer sur son expertise et sa connaissance des besoins franciliens de formation.

La Région Ile-de-France, consciente des enjeux que représentent la formation et l'insertion professionnelle de cette jeunesse en perte de repères, a décidé de mettre en œuvre un partenariat avec le commandement du Service Militaire Volontaire. Il permet aux jeunes volontaires du 2<sup>e</sup> RSMV de Brétigny-sur-Orge, d'accéder au monde du travail par l'emploi ou par une reprise de formation, la Région Île-de-France proposant une offre de formations diversifiée.

CELA ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention.

L'objet de la présente convention est d'organiser l'accès de ce public aux formations professionnelles financées par la Région Ile-de-France.

Article 2 : Modalités de mise en œuvre de la convention.

**1. Objectif.**

L'objectif est la facilitation d'accès aux formations prises en charge par la Région Ile-de-France pour les volontaires stagiaires du SMV sur la base de l'offre existante ou constitution de sessions spécifiques.

**2. Public et effectif ciblé.**

Le public visé est constitué par les volontaires stagiaires du 2<sup>e</sup> RSMV de Brétigny-sur-Orge.

**3. Déroulement du parcours.**

■ **Phase 1 : formation militaire**

Les volontaires suivent, dans un premier temps une formation militaire initiale de 6 semaines dont l'objectif est de leur enseigner le « savoir-être ». C'est au terme de cette période qu'ils suivent une semaine de découverte des métiers, effectuent un travail d'orientation et qu'ils définissent un projet de formation professionnelle.

■ **Phase 2 : formation à la construction/confirmation du projet professionnel.**

Les volontaires reçoivent ensuite, pendant 16 semaines, une formation complémentaire permettant de construire ou de confirmer un projet professionnel. Elle comporte un module « projet professionnel », une remise à niveau contextualisée, la communication en langue française, la technologie d'information et de communication, la présentation à l'examen du passage du permis de conduire, une formation de « sauvetage secourisme au travail » et l'accomplissement de missions citoyennes. Cette période de formation complémentaire permet au volontaire n'ayant aucun diplôme également de passer le certificat de formation général (CFG). En 2024 94 % des volontaires présentés au CFG l'ont obtenu.

■ **Phase 3 : formation professionnelle qualifiante.**

Après 4 mois de consolidation du projet professionnel et de remise à niveau, les volontaires suivent une formation professionnelle qualifiante. Cette dernière est de durée variable en fonction du métier choisi. Cette formation est assortie d'une ou de plusieurs périodes d'adaptation en entreprise.

■ **Phase 4 : insertion professionnelle.**

A l'issue de leur volontariat, une période de 3 semaines est consacrée à leur insertion professionnelle. Ils peuvent, au besoin, faire l'objet d'une prolongation de contrat, dans la limite de 12 mois, contrat initial inclus.

Article 3 : Engagement des parties.

Porteur d'une offre de service et assembleur de compétences, **le SMV s'engage** à mettre en œuvre la formation militaire ainsi que l'accompagnement et l'appui à la construction du projet individualisé de chaque jeune volontaire.

**La Région Île-de-France s'engage** à ouvrir ses programmes et dispositifs de formation aux jeunes volontaires du SMV. A ce titre, et selon les besoins des jeunes, la Région Île-de-France s'engage à mobiliser son offre de formation.

Les jeunes volontaires du SMV ont le statut de stagiaires de la formation professionnelle et bénéficie des dispositions réglementaires associées à ce statut.

#### Article 4 : Pilotage de la convention.

Afin de suivre la mise en œuvre de l'accord, un comité de pilotage régional sera mis en place. Celui-ci, co-présidé par le SMV et un représentant désigné par la Région Île-de-France, se réunira au moins une fois par an. A ce comité de pilotage pourront être associés France Travail et les organismes de formation travaillant avec le SMV et bénéficiant des programmes de la Région.

#### Article 5 : évaluation.

L'impact de la convention sera mesuré au travers des indicateurs suivants :

- le taux de retour à l'emploi et d'entrée en formation ou en alternance des volontaires ayant bénéficié d'un parcours SMV et concernés par la présente convention ;
- le taux d'obtention de la certification le cas échéant ;
- le taux de satisfaction des jeunes volontaires accompagnés.

#### Article 6: Communication.

Les parties s'engagent à mettre en valeur cette collaboration dans le cadre de leur communication. Sauf décision contraire, elles s'engagent à mentionner dans toute publication ou action de communication liées au projet, la contribution de chacune des parties aux actions menées dans le cadre de la présente convention, y compris dans leurs réseaux respectifs et lors d'une conférence ou d'un séminaire.

#### Article 7 : Durée et renouvellement.

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature, pour une durée de deux ans reconductibles par tacite reconduction.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, en particulier pour prendre en compte les évolutions du cadre légal et conventionnel de la formation professionnelle.

Les parties conviennent de se réunir dans les six mois qui précèdent l'échéance de la présente, afin d'en renégocier les termes.

Il pourra être mis fin à la présente convention :

- soit à la demande de l'une ou l'autre des parties, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ; la résiliation prendra effet dans un délai de 3 mois à compter de la date de réception de cette décision par l'autre partie ;
- soit de plein droit, en cas d'inexécution, par l'une des parties de ses obligations contractuelles. Dans ce dernier cas, la partie ayant constaté le(s) manquement(s), mettra l'autre partie en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La partie à l'origine des manquements, devra exécuter ses engagements et ce, dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier.

---

L'intégralité de la présente convention est composée de 7 articles ci-dessus.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine, le XX/XX/2025, en deux exemplaires originaux.

<p>Pour la Région Ile-de-France</p> <p><b>Valérie PÉCRESSE</b> Présidente</p>	<p>Pour le Ministère des Armées et par délégation</p> <p>_____</p> <p>commandant le Service Militaire Volontaire</p>
---	--

## **Annexe 7 - Fiches projets Formations expérimentales et territoriales**



**DOSSIER N° 25003360 - FORMATIONS EXPERIMENTALES ET TERRITORIALES 2025 - JEAN LUC FRANCOIS - Formation régionale aux métiers techniques de la couture**

**Dispositif** : Formations expérimentales et territoriales (n° 00001364) du 27/03/2025

**Imputation budgétaire** : 932-252-65742-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Formations expérimentales et territoriales	47 194,00 € TTC	69,99 %	33 032,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		33 032,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : JEAN-LUC FRANCOIS  
Adresse administrative : 70 RUE EDOUARD VAILLANT 93500  
Statut Juridique : Association loi 1901  
Représentant : Monsieur Angélo PAVONE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2025 - 28 février 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nous démarrons le parcours de recrutement des candidats dès septembre 2025 : envoi des communications, animation d'informations collectives, organisation de tests de positionnements et entretiens, réunion de pré-rentree, etc.

**Description :**

Notre formation aux métiers techniques de la couture, est une formation de 399h, permettant de se former aux techniques d'excellence et bases obligatoires de la couture. Les apprenants sont formés aux métiers techniques de la couture, et particulièrement aux métiers de mécanicien modèle, opérateur de finition et retoucheur, pour un retour à l'emploi.

Celle-ci a été pensée et adaptée pour des publics éloignés de l'emploi et/ou en reconversion professionnelle. La formation est articulée autour :

- D'un parcours de transmission des savoir-faire techniques, dits "d'excellence", dans les métiers de la couture, coconstruit avec les entreprises du secteur,
- D'un stage d'immersion en entreprise pour confronter les acquis aux exigences de la profession,
- D'un accompagnement socio-professionnel individualisé, pour lever les freins périphériques à l'emploi et sécuriser les parcours.

Elle s'appuie sur une pédagogie rigoureuse, professionnalisante et ancrée dans la réalité des besoins des employeurs, notamment dans les métiers techniques en tension.

Notre projet répond à la fois à un besoin économique identifié et à un enjeu d'insertion sociale urgent, en créant un pont concret entre les publics franciliens les plus éloignés de l'emploi et les entreprises du textile en recherche active de profils qualifiés.

Publics visés : Nos formations visent les personnes sans emploi résidant en Île-de-France et inscrites chez France Travail et/ou en mission locale. Il peut s'agir de personnes en situation de handicap, en reconversion, ayant le statut de réfugié, de séniors, etc.

Nombre de bénéficiaires : 12

Taux visé de placement en emploi : 60 %

Taux visé de placement en formation : 20 %

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	0,00	0,00%
Information/recrutement du public	6 772,00	14,35%
Formation du public	20 279,00	42,97%
Accompagnement/suivi du public	12 010,00	25,45%
Coûts support/transversaux	8 133,00	17,23%
Total	47 194,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	33 032,00	69,99%
Autofinancement	3 600,00	7,63%
Diverses fondations	7 730,00	16,38%
Taxe d'apprentissage	2 832,00	6,00%
Total	47 194,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° 25003359 - FORMATIONS EXPERIMENTALES ET TERRITORIALES - INA - Classe Alpha 202562026**

**Dispositif** : Formations expérimentales et territoriales (n° 00001364) du 27/03/2025

**Imputation budgétaire** : 932-252-65748-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Formations expérimentales et territoriales	797 504,12 € TTC	6,27 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : INA INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL  
Adresse administrative : 4 AVENUE DE L'EUROPE  
94360 BRY-SUR-MARNE  
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial  
Représentant : Monsieur LAURENT VALLET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 29 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Classe alpha 2025/2026, renouvelle l'ambition d'accompagner 60 jeunes franciliens de 17 à 26 ans INFRA BAC ET BAC (public cible PRIC), sur un total de 64 jeunes éloignés de l'emploi et de la formation. Le soutien pour une insertion directe ou par la poursuite d'études, dans un parcours d'insertion professionnelle dans les métiers de l'audiovisuel et des médias numériques est calé sur le calendrier scolaire. Il débutera le 29 septembre octobre 2025 et se prolongera jusqu'au 31 décembre 2026.

Le projet est organisé autour d'une pédagogie singulière reposant sur la pratique et l'enseignement de savoir-faire, de savoir-être et d'une posture professionnelle, afin de préparer ses étudiants aux premiers niveaux de compétences et de qualifications attendus par les entreprises du secteur.

La subvention est concentrée sur les modules qui procèdent plus spécifiquement aux actions d'insertions professionnelles : la totalité des modules de formation spécifiques préliminaires à l'insertion professionnelle durant la totalité du cursus d'octobre 2025 à décembre 2026 et les modules de formation concernant la « Poursuite d'études professionnalisantes » de mars 2026 à septembre 2026 et les « CICM » (Certificats INA de compétences métiers) de mars 2026 à décembre 2026. Sont exclus de la demande de subvention une partie des modules de formation concernant le « tronc commun » d'octobre 2025 à fin février 2026.

Public(s) visé(s) : INFRA BAC ET BAC  
Nombre de bénéficiaires : 60

Taux visé de placement en emploi : 50 %  
Taux visé de placement en formation : 50 %

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**  
 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	13 958,98	1,75%
Information/recrutement du public	34 948,47	4,38%
Formation du public	330 693,37	41,47%
Accompagnement/suivi du public	205 420,20	25,76%
Coûts support/transversaux	212 483,10	26,64%
Total	797 504,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	6,27%
Autofinancement	606 504,12	76,05%
Aide privée	45 000,00	5,64%
Fonds collectivités territoriales	66 000,00	8,28%
CNC	30 000,00	3,76%
Total	797 504,12	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise